

20211221 Lyon Capitale

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/plan-0-enfants-a-la-rue-dans-un-ancien-commissariat-la-ville-de-lyon-inaugure-des-places-d-hebergement>

Actualité



Grégory Doucet, maire de Lyon, visite le « 44 », ancien commissariat du 7^e arrondissement devenu centre d'hébergement d'urgence dans le cadre du dispositif « Zero enfants à la rue ». Photo : Marie Allenou

Plan 0 enfants à la rue : dans un ancien commissariat, la Ville de Lyon inaugure des places d'hébergement

- 21 décembre 2021 A 18:59
- par [Marie Allenou](#)

Annoncé en octobre 2021, le plan zéro enfants à la rue de la Ville de Lyon prévoit de mettre à disposition du patrimoine municipal pour renforcer l'offre d'hébergement d'urgence et loger des enfants scolarisés, sans domicile. Mardi 21 décembre, le maire de Lyon et la préfète à l'égalité des chances ont visité un ancien commissariat transformé en centre d'hébergement.

Pour leur première nuit au chaud, dans l'ancien commissariat du 7^e arrondissement, les trois familles hébergées ont eu un réveil mouvementé. Élus locaux, représentants de la préfecture, associatifs et journalistes se sont bousculés dans l'entrée et les couloirs, pour visiter le bâtiment. Surprise et curieuse, une mère de famille passe une tête alors que sa fille se dirige vers les sanitaires. Encore en travaux, le lieu accueille actuellement des familles avec enfants, auparavant sans domicile.

Cette ouverture de places d'hébergement s'inscrit dans le plan "zéro enfants à la rue", annoncé par la Ville de Lyon en octobre 2021. L'objectif : mettre à disposition du patrimoine

municipal vacant pour créer 100 places d'hébergement pour les familles. D'abord annoncé pour mi-novembre, les premières places ont finalement été ouvertes courant décembre.

Un ancien commissariat devenu foyer

Pendant deux ans, ces locaux pourront accueillir des familles précaires. Pour l'instant, seul le hall, un couloir menant aux chambres et deux petites salles attenantes sont accessibles. Une fois les travaux terminés, 30 à 35 personnes y habiteront en simultanément. Ce lieu, possédé par la Ville de Lyon, est inclus dans les 500 nouvelles places d'hébergement d'urgence annoncées par la préfecture fin novembre 2021.

"Le commissariat du 7e a fusionné avec celui du 8e, en juin dernier. On avait un projet d'agrandissement de la mairie, qui n'allait pas se faire avant plusieurs mois ou années. Il était insupportable de voir ces locaux vides alors que l'on voyait des enfants à la rue", explique Fanny Dubot, maire du 7e arrondissement. L'élue propose alors à la mairie centrale de mettre le lieu à disposition.

Le 22 novembre, une première visite du lieu est programmée avant de lancer les travaux, et le projet présenté au foyer Notre Dame des Sans Abris. L'association accepte de s'occuper de la gestion du 44. *"On est présents sur place pour le repas, les devoirs, les questions de scolarisation et d'inclusion dans le quartier",* développe Sophie Heiridia, responsable de l'accueil du Foyer. L'association dit être particulièrement attentive à la santé physique, mais surtout mentale des habitants.

"On voulait s'inscrire dans un dispositif de droit commun. On se contente d'être un acteur qui alloue des moyens et du patrimoine", soutient Grégory Doucet, maire de Lyon. Autrement dit : pas question d'empiéter sur les compétences de la préfecture, qui reste en charge de recenser les personnes à la rue et les orienter vers un hébergement via la Maison de la veille sociale. La préfète déléguée à l'égalité des chances, Cécile Dindar, était également venue visiter le lieu. Ses services ont identifié environ 300 personnes en besoin d'hébergement sur la Métropole de Lyon, dont près de 250 sont des familles.

La fin des écoles occupées

Jusque-là, à Lyon, c'est la mobilisation citoyenne qui palliait le manque de places d'hébergement pour les enfants. Depuis septembre, douze écoles de Lyon ont été occupées par des collectifs de parents d'élèves et enseignants, pour mettre à l'abri des dizaines d'enfants et leurs familles. Et le collectif Jamais sans toit n'a cessé d'interpeller les collectivités locales et la préfecture. Vendredi 17 décembre, toutes les occupations d'école ont été levées, sauf une, à l'école Philibert Delorme. *"Sur l'ensemble des familles logées dans les écoles, toutes ont été relogées, une partie ici, une partie à l'hôtel",* détaille Sandrine Runel, adjointe aux solidarités et à l'inclusion à la Ville de Lyon. Plus tôt dans l'année, une famille de l'école Commandant Arnaud avait également été logée dans un appartement de la Ville.

Comme l'attribution d'hébergement se fait par la Maison de la veille sociale, cela signifie que les familles peuvent être mises à l'abri dans toute la Métropole de Lyon et pas toujours à côté de l'école où les enfants sont scolarisés. *"Depuis la rentrée, très peu de familles ont été orientées dans les bâtiments mis à disposition par la Ville de Lyon. Beaucoup ont été logées en hôtel à Saint-Fons, à Rillieux, à Tassin",* détaille Raphaël Vulliez, membre du collectif.

"C'est compliqué, parce qu'on est en première ligne pour tenir un langage de raison aux familles : "Oui ce n'est pas ce dont vous rêviez mais c'est important de mettre un pied dans le circuit légal pour pouvoir dans plusieurs mois ou années accéder à un logement pérenne"", explique Raphaël Vulliez, membre du collectif "Jamais sans Toit" et directeur d'école.

Heureux de voir les familles prises en charge, il aurait aimé que les 100 places créées dans le dispositif "zéro enfants à la rue" puissent bénéficier aux familles lyonnaises. Selon le militant et enseignant, les enfants et parents auraient besoin de rester près des écoles qui sont *"sont un repère très important"* pour eux. *"C'est compliqué, parce qu'on est en première ligne pour tenir un langage de raison aux familles : "Oui ce n'est pas ce dont vous rêviez mais c'est important de mettre un pied dans le circuit légal pour pouvoir dans plusieurs mois ou années accéder à un logement pérenne""*, explique Raphaël Vulliez, pragmatique.

Selon le recensement du collectif Jamais sans toit, 48 familles ont été prises en charge depuis septembre à Lyon. 12 sont encore sans solution, dont 25 enfants. Qui ne savent encore pas si elles pourront passer les fêtes au chaud.